

Le budget—M. Belsher

misère à s'exprimer, des signes d'une fatigue aiguë. Les exemples ne manquent pas. Partout au pays, les histoires sont plus tragiques les unes que les autres.

Dans certains cas, ce sont des décisions gouvernementales qui ont conspiré à faire pencher la balance, comme la rénovation des quartiers populaires dans la ville de Vancouver à l'occasion d'Expo 1987 sont des exemples concrets. Dans d'autres cas, ce sont des personnes elles-mêmes frappées par les événements de la vie qui n'ont pas su ou qui n'ont pas résisté. Dans les deux cas... Monsieur le Président, vous m'indiquez que mon temps est écoulé. Je vais terminer très rapidement.

Il y a clairement dans le problème des sans-abri des choses qui peuvent être changées par le gouvernement fédéral. Les sans-abris et tous ceux qui s'en occupent ne s'attendent pas à des solutions miracles et ne demandent pas beaucoup. Ce qu'ils veulent, c'est que le gouvernement fédéral prenne le leadership au niveau de la coordination des politiques et des solutions, en rassemblant toutes les instances préoccupées par ce problème autour d'une même table. Il faut commencer par se parler.

Que ce soit les municipalités, les gouvernements provinciaux, les agences bénévoles, les sans-abri eux-mêmes, il est important de permettre à tous ces gens-là de chercher et d'identifier ce qui peut être solutionné et de le faire dans le plus bref délai, avant que le problème ne prenne des proportions plus grandes.

Le 25 janvier 1987, le caucus libéral provincial de l'Ontario avait l'honneur d'entendre M^e Theodore Sorenson qui, pendant 11 ans, a rédigé les discours de John F. Kennedy. M. Sorenson a eu l'occasion de rencontrer et de cotoyer tous les dirigeants américains et canadiens durant les 30 dernières années. Aussi, ce soir-là, on lui demandait d'élaborer sur ce qu'est le leadership dans une société libre. M. Sorenson déclara qu'être un bon leader, ce n'était plus être un bon administrateur, qu'il ne s'agissait pas d'être à la tête pour être le leader. Il disait, et je cite:

• (1530)

[Traduction]

Le leadership politique efficace n'est pas une science mais un art qui exige non pas un calcul précis et des mesures exactes mais un bon jugement et des choix judicieux.

[Français]

Je demande aujourd'hui si ignorer le problème des sans-abri est un choix sage et j'incite le premier ministre et le ministre des Finances (M^m. Mulroney et Wilson) à réfléchir sur les sans-abri. Et je demande pourquoi les sans-abri ont été ignorés.

[Traduction]

Le président suppléant (M. Paproski): Puisqu'il n'y a plus de questions ni de commentaires, reprenons le débat.

• (1540)

M. Ross Belsher (Fraser Valley-Est): Monsieur le Président, nous discutons aujourd'hui des amendements qui ont été proposés par les membres du Nouveau parti démocratique et l'opposition officielle. L'amendement proposé au budget du ministre des Finances (M. Wilson), la motion dont la Chambre est saisie par l'opposition officielle dit essentiellement que nous

n'avons pas présenté un plan crédible pour faire face au financement de la dette publique. L'amendement indique également que nous n'avons pas précisé une approche canadienne pour faire face à l'instabilité du système monétaire international. Les députés de l'opposition le déplorent. Je souligne que cela fait partie de leur préambule.

L'amendement proposé par le NPD blâme le gouvernement pour avoir présenté un budget qui ne tient aucun compte des véritables besoins économiques du pays et de ne pas avoir supprimé des avantages fiscaux coûteux. Les membres de ce parti déclarent que le gouvernement devrait être blâmé pour avoir continué la politique de maintien de taux d'intérêt élevés instaurée par les gouvernements libéraux qui l'ont précédé et pour avoir omis d'établir un régime universel de garderie.

Je suis très heureux de pouvoir prendre la parole à la Chambre cet après-midi. Je me réjouis d'avoir l'occasion d'appuyer le budget récemment déposé à la Chambre par le ministre des Finances. Ce budget indique clairement que nous sommes en bonne voie d'assurer le renouveau économique du Canada, ce qui avait été promis en 1984 par notre premier ministre (M. Mulroney).

Les députés de ce côté-ci de la Chambre sont fiers des statistiques prouvant qu'en trois ans et demi de bonne gestion financière le gouvernement a fait repartir notre économie et a placé le Canada en tête des grands pays industrialisés en ce qui concerne la croissance économique et les emplois. En tant que Canadiens, les députés de l'opposition devraient s'en réjouir également.

Dans notre Programme de renouveau économique déposé en novembre 1984, le ministre des Finances a déclaré: «En premier lieu, nous devons remettre de l'ordre dans nos finances afin d'arriver à enrayer, puis à résorber, le gonflement considérable de la dette publique et les effets négatifs qu'il exerce sur la confiance et la croissance.» Il est évident que c'est ce que nous avons fait.

Au cours de la période de quatre ans se terminant en 1984-85, le déficit a augmenté régulièrement, passant de 14,9 milliards de dollars à 38,3 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 150 p. 100 en trois ans seulement. Par contre, en 1988-89, le déficit budgétaire a baissé pour la quatrième année consécutive et s'est chiffré à 28,9 milliards de dollars. En 1989-90, le déficit budgétaire sera tombé à 28,6 milliards de dollars. Étant donné les dimensions de notre économie, le déficit aura été réduit de moitié au cours de cette période de cinq ans. Nous ne sommes cependant pas tout à fait satisfaits du niveau prévu du déficit. Il reste beaucoup de travail à faire.

Un facteur d'égale importance est le nombre d'emplois qui ont été créés au Canada grâce à la confiance accrue dans notre économie. Depuis les élections de 1984, on a créé plus de 1,1 million d'emplois et le taux de chômage est tombé à 8,1 p. 100, à son plus bas niveau depuis septembre 1981.

Dans ma province de Colombie-Britannique, on a créé cinq fois plus d'emplois au cours des 40 mois qui ont suivi notre élection qu'il n'y en avait eu au total entre les élections de 1980 et 1984. Les faits sont clairs—l'économie canadienne n'a pas semblé aussi saine depuis des années.